

Déclaration liminaire de l'UNSA-Education



Madame l'Inspectrice d'Académie,

Mesdames, Messieurs,

Au plan national, **l'actualité budgétaire est, particulièrement préoccupante.** La loi de finances 2026 n'est pas adoptée, et malgré les discours traditionnels de soutien à l'école publique, plusieurs milliers de suppressions de postes d'enseignants sont envisagées de nouveau.

Ces suppressions annoncées sont une erreur majeure. Elles traduisent une vision purement comptable de l'école, alors que nous avons besoin d'une vision humaine.

L'école, ce ne sont pas des chiffres. C'est de l'humain.

Pour ne pas le voir, il faut ne pas vouloir le voir. A l'évidence, les décideurs qui mettent leurs enfants dans le privé le savent très bien, comme notre ministre de l'Éducation Nationale par exemple... L'École publique n'est pas la leur, ils mettent leurs enfants dans le privé, et financent le séparatisme scolaire. A leurs yeux, l'École publique représente un coût qu'il faut réduire. Et cela a déjà commencé, sous le ministre Blanquer notamment, dont M. Geffray était le bras droit et qui pourtant observe seulement maintenant que « l'école va mal » sans interroger pour autant sa part de responsabilité dans cette débâcle... L'école doit redevenir un espace protégé, un lieu d'apaisement et de réussite pour toutes et tous.

Ne parlons même pas de la **proposition indigne** de la commission du sénat qui a osé évoquer jusqu'à 8 000 suppressions. A ce niveau, l'UNSA Education se demande s'il s'agit de mépris, voire de provocation. Ou d'un peu des deux, avec en outre un aveuglement ou une méconnaissance de la réalité du terrain.

Dans un contexte où la perte d'attractivité des métiers de l'éducation atteint un niveau inédit, où les difficultés de recrutement s'aggravent d'année en année, nous pensons à l'Unsa Education que ces choix budgétaires et ce refus de changer de cap s'apparentent à un **sabotage de l'école publique.**

La baisse démographique pourrait permettre de faire mieux, de passer par une nouvelle modalité de calcul des besoins **en raisonnant en nombre de personnels par type de compétences nécessaires à la réussite des élèves.** Cela doit donc inclure les moyens d'enseignement, d'éducation (CPE, AED...) et d'accompagnement (AESH, Rased, PsyEN, professionnels de santé scolaire...).

Car même si nous sommes bien conscients de la perte massive de près d'1 million d'élèves, près de 1800 pour notre département, les éléments chiffrés que sont vos indicateurs, tel le P/E (qui reste d'ailleurs tout de même le ratio le plus élevé de tous les pays d'Europe et de l'OCDE), masquent les difficultés liées à la violence sociétale qui touche aujourd'hui tous nos territoires et dont nos publics accueillis se font l'écho et en sont le reflet.

Nous sommes tous en détresse, et si nous continuons à assurer notre rôle de protecteurs auprès de nos élèves, notre employeur doit lui aussi assurer concrètement notre protection. L'éducation nationale, tout en incarnant un cadre modèle, doit aussi **faire preuve de souplesse** si elle souhaite avancer avec les partenaires indispensables du médico-social. La mise en place des PAS, et surtout leur efficacité, se jouera là-dessus.

Dans la même logique, nous voyons se construire cette nouvelle forme de **gestion des remplacements.** L'UNSA Education reconnaît le travail consciencieux des services de la DSDEN comme du rectorat, mais s'inquiète fortement face aux propositions faites. Comment ne pas craindre que l'humain disparaisse face à une gestion des situations laissée à un logiciel ARIA+?

Là encore, cela ne peut qu'aggraver le manque d'attractivité et la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT) dans nos métiers.

Pendant que Monsieur Le ministre parle d'une moyenne nationale de 21 élèves par classe. Sur le terrain, on observe plutôt des élèves en grande difficulté, des équipes épuisées.

Les enseignant.e.s se retrouvent seuls face à des situations d'élèves qui relèvent du médico-social. Dire que les directeurs et directrices ne sont pas assistants sociaux ne suffit pas à effacer les problèmes auxquels ils sont confrontés au quotidien.

L'inclusion, que nous défendons en tant que principe républicain fort, devient dans les faits une inclusion subie, parce qu'elle n'est pas accompagnée. Sans formation adaptée, sans AESH en nombre suffisant, sans coordination, c'est tout le monde qui souffre : les élèves, leurs familles, les enseignants. Des AESH, majoritairement des femmes, dont les conditions de travail ne cessent de se dégrader, pour être payés en général 62 % du SMIC seulement, des élèves qui ont des notifications d'AESH qui se retrouvent avec une aide saupoudrée faute de moyens.

L'UNSA Education réitère aujourd'hui la demande de création d'une brigade de remplacement pour les AESH, qui ont aussi le droit d'être malades ou en congé maternité sans pour cela pénaliser les élèves qui ont besoin d'eux. L'UNSA Education demande une inclusion réelle, pas une inclusion d'affichage, avec des moyens en conséquence, et qui ne rajoute pas un handicap aux élèves qui en ont déjà un...

Dans notre département, la situation des directions d'école est également alarmante. Les injonctions multiples, les délais intenable, les réunions et formations qui se multiplient hors temps de travail et la surcharge administrative sont le quotidien de nos collègues qui ont aussi pour la grande majorité d'entre eux la charge d'une classe.

L'UNSA Education rappelle qu'il faut protéger les personnels : Les atteintes aux personnes augmentent, les tensions se multiplient, et les équipes s'épuisent.

Les résultats du baromètre des métiers 2025 de l'UNSA Education sont révélateurs du malaise persistant et du poids qui pèse sur les épaules des personnels de l'Education. En effet, deux personnels sur trois jugent toujours leurs conditions de travail insatisfaisantes ; 58% jugent leur charge de travail trop lourde et pas assez reconnue : on monte à 61% pour les IA-IPR, 63% pour les enseignants, 71% pour les directeurs d'école, 75% pour les personnels de direction, 80% pour les IEN et 100% pour les médecins.

L'UNSA Education le rappelle : les services publics sont le patrimoine de celles et ceux qui n'en n'ont pas et les fonctionnaires sont celles et ceux qui font encore tenir notre République. L'école n'est pas un monde isolé : elle reflète une société fragilisée, traversée par la défiance et la violence. Face à cela, l'Unsa Education appelle à une politique éducative ambitieuse, basée sur la coéducation : école, santé, social, collectivités locales doivent agir ensemble. Les personnels médico-sociaux — RASED, psychologues, infirmières, assistants sociaux — sont des piliers invisibles de la réussite des élèves. Il faut les réarmer en postes, en moyens et en reconnaissance.

Madame l'Inspectrice, malgré les bonnes volontés locales, notre bilan comme nos perspectives sont bien moroses, car notre pays s'enfoncé dans une politique franchement populiste, qui sacrifiera et nos valeurs républicaines, et l'avenir de notre jeunesse. Quelle énergie nous restera-t-il pour assurer nos missions de service public d'éducation ?

Je vous remercie.